



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-19
Séance du 08 avril 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le 08 avril à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Hubert, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala
Mmes Berard, Enjalbert, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell

Absents ayant donné procuration : Mme Balsan pouvoir à M. Deyrat, Mme Vilaplana pouvoir à Mme Pervent

Absents excusés : Mme Gouard

Secrétaire de séance : Mme Brigitte Torrandell

Nombre de membres en exercice : 23

Date de convocation et affichage

Présents : 20

Absents : 1

02 avril 2021

Procurations : 2

Votants : 22

Objet : Budget communal : vote du budget primitif 2021

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel, qui présente au conseil municipal le projet de budget 2021 ainsi résumé :

	Fonctionnement	
	Dépenses €	Recettes €
Crédits votés au titre du présent budget	3 548 520.06	3 353 760.00
Résultat de fonctionnement reporté	0.00	194 760.06
Total de la section	3 548 520.06	3 548 520.06

	Investissement	
	Dépenses €	Recettes €
Crédits votés au titre du présent budget	1 303 025.28	1 328 114.86
Restes à réaliser de l'exercice précédent	278 026.50	175 031.87
Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0.00	77 905.05
Total de la section	1 581 051.78	1 581 051.78

TOTAL DU BUDGET	5 129 571.84	5 129 571.84
------------------------	---------------------	---------------------

Après échanges, explications et discussion et sur proposition de M. le maire, le budget primitif 2021 de la commune est soumis au vote par chapitre et adopté à l'unanimité des suffrages exprimés (voix pour : 19, voix contre : 0, abstention : 3)

Lavérune le 08 avril 2021

Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.1.1